L'organisation paralysée par la communication officielle l'éducation nationale en question

Daniel Moatti

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/communicationorganisation/2844>

DOI : 10.4000/communicationorganisation.2844

ISSN : 1775-3546

Éditeur

Presses universitaires de Bordeaux

Édition imprimée

Date de publication : 1 mai 2003

ISSN : 1168-5549

Référence électronique

Daniel Moatti, « L'organisation paralysée par la communication officielle l'éducation nationale en question », *Communication et organisation* [En ligne], 23 | 2003, mis en ligne le 27 mars 2012, consulté le 19 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/communicationorganisation/2844> ; DOI : 10.4000/communicationorganisation.2844

Ce document a été généré automatiquement le 19 avril 2019.

© Presses universitaires de Bordeaux

L'organisation paralysée par la communication officielle l'éducation nationale en question

Daniel Moatti

- 1 Après les manifestations des enseignants qui ponctuèrent l'année 2000 et obligèrent Lionel Jospin, chef du Gouvernement de la gauche plurielle, à écarter Claude Allègre, son fougueux ministre de l'éducation nationale, les enseignants manifestent de nouveau, fin 2002 et durant le deuxième trimestre 2003, s'opposant à Luc Ferry et Xavier Darcos, ministres de l'éducation nationale et de l'enseignement scolaire d'un gouvernement de droite. Ces mouvements oppositionnels sont révélateurs d'une crise sévère. Les enseignants se sentent désarmés face aux changements profonds de la qualité de leurs relations avec les élèves. Ils estiment, dans leur ensemble, que les réformes proposées depuis vingt ans ne répondent pas à la réalité sociale d'une école obligatoire jusqu'à 16 ans qui produit 11,6 % d'illettrés¹. De fait, la relation de service public entre l'élève et l'école est paralysée par les oppositions idéologiques qui existent au sein de la haute hiérarchie scolaire. Les textes officiels demeurent le vecteur privilégié de ces contradictions. Dès lors, les enseignants se sentent méprisés par leur hiérarchie, incompris des élèves, ils ont l'impression de ne plus pouvoir transmettre des savoirs et une culture qui semblent aujourd'hui dépassés. La communication officielle du ministère paralyse l'organisation au sein des établissements.
- 2 La crise présente mille facettes tant sociologiques, que technologiques et idéologiques. Depuis près de trente ans, les polémiques se succèdent au travers d'ouvrages et d'articles scientifiques ou journalistiques soulignant, pour les uns, l'échec d'un enseignement fondé sur la transmission des savoirs disciplinaires et, pour les autres le désastre introduit par les « nouveaux pédagogues. » Les contestataires de l'ordre scolaire comptent parmi eux des autorités reconnues comme Pierre Bourdieu, Jean-Claude Passeron, André de Peretti, Antoine de La Garanderie, et Philippe Meirieu. Les seconds sont représentés par des personnalités comme Pierre Debray-Ritzen, Michel Jumiilhac, Paul Guth, Laurent

Schwartz, Régis Debray et Jacqueline de Romilly. La véritable dimension de ce conflit tient en l'inadéquation entre l'offre de services de l'éducation et les attentes parentales. En fait, des pouvoirs influents existent, extérieurs à l'Institution scolaire ou bien implantés en son sein, paralysent le système en interdisant aux responsables politiques d'engager de véritables réflexions capables d'aboutir à une série d'actions concrètes.

- 3 En réalité, le service de l'Éducation nationale, tel qu'il est conçu en France, reste l'exemple de la rencontre du principe d'égalité et de la norme administrative unificatrice. Ces deux concepts sont à la source d'une vision abstraite de l'éducation et des individus. L'Éducation nationale est au centre d'une communication perturbée qui a de fortes conséquences sur les individus, fonctionnaires enseignants, élèves, dont les secousses ébranlent la société française dans son ensemble. La formation du futur citoyen s'inscrit dans un long processus historique qui semble s'être aujourd'hui engagé dans une impasse révélée par la crise du collège.

Une constante historique, la notion d'une organisation prestataire d'un service formateur et égalitaire

- 4 Il nous faut remonter au XVIII^e siècle pour comprendre les principes fondateurs de l'Éducation nationale. L'Encyclopédie de d'Alembert, de Diderot, et de tant de novateurs du siècle des Lumières s'était déjà intéressée à l'éducation en lui consacrant un article :

« La patrie ne peut subsister sans la liberté, ni la liberté sans la vertu, ni la vertu sans les citoyens : vous aurez tout si vous formez les citoyens, sans cela vous n'aurez que de méchants esclaves à commencer par les chefs de l'État. Or. former des citoyens n'est pas l'affaire d'un jour ; pour avoir les hommes, il faut les enfants. »
- 5 Le lien entre l'éducation et la démocratie est fortement souligné. L'article développe ensuite l'idée d'une reconnaissance des droits et des devoirs du citoyen dès la naissance. Mais la notion essentielle se trouve dans le fait admis que l'autorité publique puisse se substituer à la puissance paternelle défaillante : « *L'État demeure, la famille se dissout.* »
- 6 La constitution du 3 septembre 1791 reconnaît, en son titre premier, qu'il sera créée et organisée une Instruction publique commune à tous les citoyens, gratuite à l'égard des parties d'enseignement indispensables pour tous les hommes dans le cadre de la division² du royaume. Cependant il faudra attendre près d'un siècle pour que la Troisième³ République accomplisse l'œuvre attendue grâce à Jules FERRY lors de l'adoption de la loi du 16 juin 1880 relative à la gratuité absolue de l'enseignement primaire ainsi que de la promulgation de la loi du 28 mars 1882 relative à l'obligation de suivre les cours et à l'impératif de la laïcité. En 1932, sous la Présidence du Conseil du gouvernement Edouard Herriot, le Ministère de l'Instruction publique devient le Ministère de l'Éducation nationale. A la fin de la seconde Guerre mondiale, l'action des résistants syndicalistes chrétiens de la CFTC⁴ et marxistes de la CGT⁵ permet d'exiger, lors de la rédaction et de l'adoption de la Constitution de 1946, un préambule consacrant les droits sociaux dont un alinéa. Parmi ces derniers, la Nation garantit l'égal accès de l'enfant et de l'adulte à l'instruction, à la formation professionnelle et à la culture. L'organisation de l'enseignement public⁶ gratuit et laïque à tous les degrés est reconnue comme un devoir de l'État.
- 7 À la libération, le Ministre de l'éducation nationale, René Capitant, a mis en place une commission de réflexion dont le rapport, dit Langevin-Wallon, permit d'élaborer un

projet de réforme du système scolaire prenant en compte la nécessaire remédiation⁷ des inégalités sociales par l'École, la formation continue des enseignants et des travailleurs/citoyens. Ce plan devient une référence morale et pédagogique au sein du système scolaire. La décision de prolonger la scolarité jusqu'à 16 ans du premier Gouvernement de la V République en 1959⁸ et la réforme menée par René Haby, ministre de l'éducation nationale sous la présidence de Valéry Giscard d'Estaing, instituant en 1975, le collège unique par la suppression des Collèges d'enseignements généraux et des premiers cycles des Lycées s'en inspire fortement. Les grandes lois de décentralisation, en particulier la loi du 27 juillet 1983 modifiée en matière d'enseignement par la loi du 25 janvier 1985 posent un principe de blocs de compétences. En fait, ces textes permettent la prise en charge financière de la construction et de l'entretien matériel des établissements locaux publics d'enseignement, les lycées et les collèges. La pédagogie, les programmes, les concours de recrutement des enseignants restent l'apanage du Ministère de l'éducation. L'accentuation de la décentralisation, proposée par le gouvernement de Jean-pierre Raffarin, respecte ces limites. Le dernier grand texte relatif à l'enseignement, loi d'orientation sur l'éducation, date du 10 juillet 1989, fut promulguée sous le Ministère de Lionel Jospin. L'article premier de cette loi reconnaît que l'éducation est une priorité nationale, un service public, que le droit à l'éducation est garanti à chacun afin de lui permettre de développer sa personnalité, d'élever son niveau de formation initiale et continue, de s'insérer dans la vie sociale et professionnelle et d'exercer sa citoyenneté, tout en contribuant à l'égalité des chances. L'un des objectifs de cette loi d'orientation est de mener 80 % d'une classe d'âge à l'obtention du baccalauréat. En réalité, depuis plus d'un siècle, l'objectif reste constant, c'est celui défini par Condorcet⁹ » lors de la présentation du rapport sur l'organisation de l'Instruction publique les 20 et 21 avril 1792, puis par Fernand BUISSON¹⁰, Professeur à la Sorbonne, député. Prix Nobel de la

- 8 Paix¹¹ », qui souhaitait en 1887, dans son dictionnaire pédagogique, que l'école forme des Républicains aptes à penser par eux-mêmes, quelque soit l'origine sociale du jeune enfant formé. La lecture de ces deux textes fondateurs semble répondre, par delà le siècle ou les deux siècles d'écart, aux préoccupations actuelles :

- 9 • Texte de Condorcet – 1792

« Messieurs, offrir à tous les individus de l'espèce humaine les moyens de pourvoir à leurs besoins, d'assurer leur bien-être, de remplir leurs devoirs ; assurer à chacun d'eux la facilité de perfectionner son industrie, de se rendre capable des fonctions sociales auxquelles il doit être appelé, de développer toute l'étendue des talents qu'il a reçus de la nature et par là établir entre les citoyens une égalité de fait et rendre réelle l'égalité politique reconnu par la loi : Tel doit être le premier but d'une instruction nationale ; et, sous ce point de vue, elle est pour la puissance publique un devoir de justice. »

- 10 • Texte de Fernand Buisson – 1887

« Pour faire un républicain, il faut prendre l'être humain si petit et si humble qu'il soit, un enfant, un adolescent, une jeune fille ; il faut prendre l'homme le plus inculte et lui donner l'idée qu'il faut penser par lui-même, qu'il ne doit ni foi ni obéissance à personne, que c'est à lui de chercher la vérité en fonction de ce que son professeur lui aura enseigné et qu'il ne doit pas la recevoir faite d'un maître, d'un chef quel qu'il soit, temporel et spirituel. »

- 11 Depuis la loi du 10 juillet 1989, l'élève acquiert des droits. En effet le service de l'éducation doit être organisé en fonction de l'élève. Les collégiens et les lycéens, majeurs ou mineurs, sont présents au sein de toutes les instances représentatives et délibératives. Comme les personnels enseignants ou de services, comme les parents, les élèves élisent des délégués de classes, ces derniers élisent des délégués aux conseils d'administration des

établissements. Les élèves peuvent s'exprimer dans des journaux édités par eux-mêmes. Cette même loi d'orientation sur l'éducation pose la création des Instituts de formation des maîtres (un par académie) qui prennent en charge la formation des professeurs des écoles, des collèges et des lycées.

- 12 L'ensemble de ces textes a été regroupé dans le code de l'éducation du 15 juin 2000. Ce document est édité sur cédérom par le Centre national de documentation pédagogique qui publie, entre autres, les textes officiels du Ministère de l'éducation nationale.

Une organisation aux missions nombreuses, diverses, disséminées

- 13 Le service public de l'Éducation nationale est un service public singulier. Il tient une place exceptionnelle dans la perception qu'ont les citoyens français du système éducatif. Les grandes manifestations de défense de l'enseignement privé catholique associé à l'État, en 1984, face à un gouvernement de gauche (Pierre Mauroy), puis d'autres manifestations toutes aussi gigantesques de défense de l'enseignement public en 1994, face au gouvernement de droite (Edouard Balladur), puis celles dirigées en 2000 contre Claude Allègre, ministre de l'Éducation nationale par les enseignants mobilisèrent à chaque fois plusieurs centaines de milliers de personnes dans les grandes artères des villes de France. Elles prouvent l'attachement au concept de liberté de l'enseignement et de défense d'une certaine forme du service public. Cette susceptibilité explique, qu'en la matière, les gouvernements successifs hésitent. Ainsi, le gouvernement de Jean-Pierre Raffarin évite de remettre aux collectivités territoriales l'essentiel du service de l'Éducation, à savoir le domaine pédagogique, l'élaboration des programmes et le recrutement des enseignants qui restent dans le giron de l'État. Il n'est donc pas à l'ordre du jour de décentraliser l'éducation nationale, comme les services sociaux, ceux de l'équipement ou des sapeurs-pompiers. Il n'est pas question non plus de privatiser le service public de l'éducation, comme celui de la production électrique (EDF), de la production de gaz (G.D.F) ou du rail (SNCF) En fait, si ce service public est contesté, un très large consensus apparaît, il faut maintenir l'Éducation nationale qui reste, ainsi que l'affirme le code de l'éducation, la première priorité nationale. En ce sens les Français reconnaissent au pouvoir central les prérogatives nécessaires à la puissance publique pour satisfaire les besoins d'intérêts généraux¹² en matière d'éducation. Cette reconnaissance apparaît dans les chiffres, 14 900 000 écoliers, élèves et étudiants, près de 8 000 lycées et collèges, 1 296 040 fonctionnaires dont 989 890 enseignants, le premier poste budgétaire de l'État¹³ » soit 101 milliards d'euros et 7 % de la richesse nationale.
- 14 Les services offerts par le service public de l'éducation sont importants, nombreux et variés. Le droit à l'éducation est garanti à chacun afin de lui permettre de développer sa personnalité, d'élever son niveau de formation initiale et continue, de s'insérer dans la vie sociale et professionnelle et d'exercer sa citoyenneté, tout en contribuant à l'égalité des chances. L'un des buts vigoureusement affirmé est de mener 80 % d'une classe d'âge à l'obtention du baccalauréat. Si l'ensemble de ces objectifs montre une grande ambition, il disperse la notion même de service en une multitude de voies toutes aussi honorables les unes que les autres et, ainsi, il éparpille les efforts des agents de base que sont les

enseignants. Reprenons en détail les missions du service public de l'éducation d'après l'article L 122-1 du code de l'éducation :

- Le droit de l'enfant à l'instruction a pour objet de lui garantir d'une part :
- L'acquisition des instruments fondamentaux du savoir ;
- Des connaissances de base ;
- Des éléments de culture générale ;
- Une formation technique ;
- Et selon son choix une formation professionnelle ; D'autre part :
- L'éducation lui permettant de développer sa personnalité ;
- D'élever son niveau de formation initiale et continue ;
- Desinsérer dans la vie sociale et professionnelle ;
- D'exercer sa citoyenneté.

- 15 Pour effectuer ce travail de longue haleine, l'État s'appuie sur des cohortes d'enseignants formés initialement pour les plus jeunes et dans le cadre de la formation continue pour les plus anciens par les formateurs et les universitaires (enseignants-chercheurs) des Instituts universitaires de formation des maîtres. Ces professeurs – professeurs des écoles dans l'enseignement primaire, professeurs certifiés, agrégés, professeurs des lycées professionnels dans l'enseignement secondaire et professionnel – sont encadrés par une hiérarchie pédagogique puissante organiste au niveau national par l'Inspection générale, au niveau académique par l'Inspection pédagogique régionale et au niveau de circonscription dans l'enseignement primaire. Le tout est complété par l'édition d'ouvrages de chercheurs de l'Institut National de la Recherche Pédagogique, par les publications du Centre national de documentation pédagogique, des Centres régionaux de documentation pédagogique et par les manuels scolaires publiés par les éditeurs privés scolaires, tels Hachette Education. Lacoste, Nathan, etc..

Une communication hiérarchique officielle aux termes contradictoires

- 16 L'inspection générale de l'Instruction publique, puis de l'éducation nationale est la fille de la loi du 11 floréal an X (1795) qui préconise un contrôle de l'État sur l'Instruction publique par la création d'un corps d'inspection générale des études. Ces hauts fonctionnaires d'autorité doivent rendre compte au gouvernement de la situation qu'ils ont constatée lors de leurs visites. Depuis, l'Inspection générale de l'éducation nationale demeure l'axe sur lequel s'articule tout le système scolaire. Ses missions vont bien au-delà du contrôle pédagogique des enseignants exercé par les inspecteurs généraux dont l'indépendance est reconnue par le décret du 9 novembre 1989. L'inspection générale a pour mission l'évaluation du système éducatif, la participation à l'élaboration des programmes, l'organisation et l'élaboration des programmes des concours de recrutement des enseignants, en collaboration avec les chercheurs, des enseignants et des membres de l'Institut national de la recherche pédagogique. Les inspecteurs généraux de l'éducation nationale sont regroupés au sein de 15 groupes de travail¹⁴ permanents et spécialisés. Les Inspecteurs généraux ne totalisent qu'un nombre réduit d'individus 250, ils sont relayés au niveau des académies par les Inspecteurs pédagogiques régionaux, 1 500¹⁵ Fonctionnaires. Dès lors, les inspecteurs généraux intéressent les éditeurs scolaires. En effet, bien que publiés par des éditeurs privés spécialisés. Belin, Bertrand Lacoste, Bordas, Bréal, Didier, Dunod, Hachette, Hatier, Magnard. Nathan, pour ne citer que les

principaux, les manuels scolaires suivent un processus d'édition impliquant une grande fiabilité pédagogique. Les éditeurs scolaires s'attachent les services d'un Inspecteur général ou d'un Inspecteur régional pédagogique participant à l'élaboration du programme officiel d'une discipline donnée – programme publié au Bulletin Officiel de l'Éducation Nationale. L'Inspecteur devient le directeur éditorial d'une collection des manuels pour une discipline donnée. Ensuite, ce dernier choisit une équipe d'enseignants qui collaborera à la rédaction du manuel, en suivant ses indications et les directives du programme officiel. Un autre aspect, commercial celui-là, incite les maisons d'édition scolaire à choisir pour directeur de collection un Inspecteur. Un enseignant, auteur d'un manuel scolaire, reste perdu dans la masse de ses 989 890 collègues, or les Inspecteurs généraux et pédagogiques régionaux sont peu nombreux. Leur notoriété est d'autant plus grande, qu'ils signent les circulaires ministérielles ou rectorales, participent à l'organisation des réunions d'information, organisent les formations pédagogiques des enseignants et évaluent ces derniers en les notant. Dès lors, l'enseignant acquiert la certitude de la fiabilité du manuel scolaire rédigé selon les directives officielles par ses supérieurs hiérarchiques pédagogiques et par ses propres collègues. Le respect du programme par les enseignants demeure l'un des soucis majeurs des inspecteurs généraux de l'éducation nationale. Les prises de position de Xavier Darcos, le ministre délégué à l'enseignement scolaire, ancien doyen de l'inspection générale de l'éducation nationale privilégiant la transmission des savoirs, éclaire cet aspect primordial. Cependant les enseignants doivent compter avec d'autres forces et d'autres structures internes et puissantes qui incarnent la volonté de réforme au sein du système scolaire. En effet, les réformateurs se retrouvent au sein de l'Institut national de la recherche pédagogique et dans les Instituts universitaires de formation des maîtres. Les Instituts universitaires de formation des maîtres ont été créés très récemment par la loi d'orientation sur l'éducation du 10 juillet 1989, article 17. Depuis 1990, chacune des académies possède un Institut universitaire de formation des maîtres, ces établissements d'enseignement supérieur conduisent les actions de formation professionnelle initiale et continue des enseignants, des enseignements primaire, secondaire et professionnel. Les enseignants-chercheurs des I.U.F.M. ainsi que les formateurs (enseignants issus des corps des professeurs certifiés, agrégés, d'enseignement professionnel ou de professeurs des écoles) qui organisent des sessions de formation participent aussi à la recherche en éducation¹⁶. Cette recherche est essentiellement menée par les chercheurs de l'Institut national de la recherche pédagogique. Cet établissement public national est placé sous la tutelle conjointe du ministère de la recherche et de celui de l'éducation nationale. Les missions de cet Institut consistent en la recherche en éducation, l'accompagnement de l'innovation dans l'éducation, la formation des formateurs des Instituts universitaires de formation des maîtres, l'organisation de colloques relatifs à l'éducation et à l'innovation pédagogique. L'un des directeurs les plus médiatiques, Philippe Meirieu, reste le héraut de la remise en cause d'un système d'enseignement fondé sur la transmission des savoirs.

- 17 En conséquence, au sein même des instances dirigeantes du Ministère de l'éducation nationale se développent deux lignes contradictoires, le texte relatif aux Itinéraires de découverte en collège contient toutes les contradictions du système auxquels sont soumis les enseignants et les élèves. Le ministère proposa en 2002 un document, intitulé *les nouvelles orientations sur le collège – Document d'accompagnement pour la préparation des itinéraires de découverte*¹⁷. L'intérêt du concept développé consiste en un regard croisé, sur un sujet donné, de plusieurs enseignants de diverses disciplines. Les objectifs prescrits

demeurent, une nouvelle fois, l'appropriation du savoir et du savoir-faire par les élèves, pour aboutir à une démarche d'autonomie. Le tout ayant pour effet de permettre à l'élève ou à un groupe d'élèves de créer une production de type collectif. Les quatre domaines proposés se subdivisent en cinquante-cinq thèmes recouvrant les programmes des disciplines enseignées en classes de quatrième et de cinquième. L'interdisciplinarité semble être au cœur de la démarche choisie, ou plutôt imposée, car ni les établissements scolaires, ni les enseignants, pas plus que les prochains élèves des classes de cinquième ne peuvent échapper aux itinéraires de découverte. Parmi les cinquante-cinq thèmes, celui portant sur « *l'héritage du monde musulman*. » Les élèves de cinquième qui choisissent ce sujet pourraient être encadrés par un enseignant en histoire, un second de mathématiques, un troisième d'art plastique, un quatrième d'arabe. C'est alors qu'apparaissent les limites arrêtées par le texte officiel. Ces limites portent sur deux points essentiels, l'interdisciplinarité et les programmes. Seul est autorisé un encadrement par des enseignants de deux disciplines dites de référence avec l'éventuelle et très restreinte collaboration d'un enseignant d'une troisième matière. À cette première borne s'ajoute une deuxième. En effet, le texte précise que les itinéraires de découverte doivent s'inscrire dans le cadre des programmes officiels.

- 18 Ces limites essentielles ne sont pas les seules. Aux programmes imposés, à l'interdisciplinarité limitée, s'ajoute un temps compté, deux heures hebdomadaires sur douze semaines. Enfin, les enseignants déterminent et élaborent les itinéraires de découverte proposés aux élèves avec des choix limités. Cependant le système place l'élève au cœur de son projet pédagogique, sans lui permettre de prendre la parole pour exposer ses propres idées et affirmer ses propres centres d'intérêts. Revenons à l'héritage de l'islam ; de nombreux élèves issus de l'immigration musulmane vivent avec difficulté l'apport des valeurs familiales et celles que propose l'école républicaine. En fait, si les élèves avaient voix au chapitre, ces itinéraires de découverte auraient pu devenir de véritables itinéraires de liberté. La parole enfin libérée, les contradictions refoulées pourraient enfin être prises en compte par notre système scolaire. Cependant, le programme d'histoire des classes de cinquième s'arrête au Moyen-âge. Dès lors, les élèves et leurs enseignants pourront-ils dépasser ce cadre rigide et aborder les problèmes d'intégration évoqués ci-dessus ?
- 19 Une analyse de ce texte officiel permet de repérer une double contrainte contenue dans les pages consacrées à l'approche théorique. Plusieurs mots apparaissent sous une forme répétitive. Un tableau permet de quantifier l'emploi de ces termes.

Mots ou groupe de mots	Nombre d'apparition
<i>Programme</i>	7
<i>Pédagogique</i>	5
<i>Autonomie/autonome</i>	4
<i>Appropriation de savoirs et de savoir-faire</i>	3
<i>Projet</i>	3

- 20 Une forme d'égalité apparaît entre la prégnance du mot programme et la présence constante des mots pédagogie, autonomie, appropriation et projet. Les programmes disciplinaires incarnent une forte astreinte scolaire et l'autonomie, le projet, la pédagogie et l'appropriation (des savoirs et savoir-faire) représentent un espace de liberté de choix pédagogique. En réalité, la présence simultanée de termes si antinomiques d'un point de vue pédagogique recouvre un véritable équilibre des pouvoirs. Pouvoir que se partagent les Inspecteurs, sentinelles des programmes et les pédagogues officiels (chercheurs attachés à l'Institut national de la recherche pédagogique et aux Instituts universitaires de formation des maîtres) gardiens du mot d'ordre enseigner autrement. Dès lors, ce document relatif aux itinéraires de découverte révèle un subtil compromis ministériel entre les deux pouvoirs, celui des inspecteurs et celui des pédagogues, même si ce texte a été rédigé par une commission technique comprenant d'autres personnels. Cet arbitrage, ménageant les concepts d'unité chers aux Inspecteurs généraux puis de diversité didactique propre aux pédagogues, met en jeu la cohésion intellectuelle et pédagogique du document remis aux enseignants des collèges.
- 21 Ce texte éclaire toutes les contradictions du système qui désorientent les acteurs de base que sont les enseignants, qui empêchent les parents ne possédant pas une solide base culturelle de suivre pas à pas la scolarité de leurs enfants.
- 22 Ces oppositions au sein de la haute hiérarchie de l'éducation nationale remettent en cause la notion même du service public. Malgré les discours, la création d'organismes d'évaluation et de soutien, plus de 80 % des élèves s'ennuient durant l'école et 11,6 % d'entre eux sortent du système en étant illettrés. D'autres voies prioritaires devraient être exploitées. Il faudrait évaluer l'impact de la culture télévisuelle des élèves en sachant que plus d'un sur deux possède un téléviseur dans sa chambre¹⁸. Un second axe, celui de l'origine sociale et culturelle des enseignants des collèges, mérite une grande attention. La dernière étude publiée par le ministère montre une homogénéité des nouveaux professeurs : 83 % sont des femmes, elles-mêmes conjointes de cadres, d'enseignants à 80 %, 61 %¹⁹ ont un parent cadre. Devenir enseignant en collège implique un passage obligé, via de longues études universitaires et l'obtention d'un concours très sélectif, le Capes ou l'agrégation. Ces enseignants aux connaissances encyclopédiques vont être confrontés à des élèves possédant une culture orale où l'image télévisée et numérique prédomine aux dépens d'une culture écrite dite classique. L'on comprend mieux l'ennui et la démotivation de 80 % des élèves en classe ainsi que l'incompréhension subsistant entre les enseignants et les élèves démotivés. Ne serait-il pas temps d'essayer de créer les bases d'un langage commun à ces deux composantes de l'éducation – enseignants de haut niveau et élèves en difficulté ?
- 23 L'organisation reste paralysée par une communication officielle aux termes contradictoires. Redonner aux enseignants le plaisir de rendre service, offrir aux élèves la satisfaction d'apprendre ne peut s'obtenir par de vaines querelles idéologiques au sommet de la hiérarchie scolaire. La cohérence et la pérennité du service public de l'Éducation nationale en dépendent.

NOTES

1. Ministère de l'Education nationale, direction de la programmation et du développement. *État de l'école*. n° 12 d'octobre 2002. p. 50
2. J. Godechot. *Les constitutions de la France depuis 1789*. Paris. Garnier-Flammarion. 1970. p. 37.
3. P. Müller. *Vive l'Ecole républicaine ! Textes et discours fondateurs*. Paris. Librio. 1999. pp. 106-116
4. La CFTC donnera naissance par scission, en 1964. à la CFDT et à la CFTC maintenue
5. La CGT donnera naissance par scission, en 1947. à la CGT. à la CGT-FO et à la FEN
6. J. Godechot. opuscule déjà cité. p. 370
7. Terminologie des sciences de l'éducation
8. Ordonnance du 6 janvier 1959
9. Bibliothèque nationale de France. Document en édition intégrale sur le site officiel, page www.culture.fr/actualites/celebrations2002/lvcees.htm
10. P. Dubois. « Le dictionnaire pédagogique de Fernand Buisson, sources, collaborateurs, états d'une recherche ». *Journée d'étude sur Fernand Buisson*. 30 mai 2000. Institut national de la recherche pédagogique, site de I.T.N.R.P.. dossier intégral publié sur le site www.inrp.fr/shc/huisson.hlm
11. 1927
12. M. Levy. « Le service public ». *Encyclopaedia Universalis*, cédérom édition 2000
13. Ministère de l'éducation nationale, opuscule déjà cité. 2002. p. 12-18
14. Service de la formation administrative de l'Education nationale, *l'organisation administrative du système éducatif français*. 1983. p. 11-16
15. H. Huot. *Dans la jungle des manuels scolaires*. Paris. Le Seuil. 1988. p. 56-69.
16. Ministère de l'Education nationale. *Les Instituts universitaires de formation des maîtres*. Document d'information n° 2. 1991. Paris. Imprimerie nationale, p. 10.
17. site officiel du ministère de l'Education nationale www.eduscol.education.fr
18. D Moatti. « Du rêve à l'écriture, les vecteurs de la pédagogie documentaire » *Revue des bibliothèques et centres documentaires InterCDI*, Etampes. n°165 de mai/juin 2000. pp. 74-79
19. Ministère de l'éducation nationale. site officiel. page www.education.gouv.fr/pub/dpd/n0146.pdf élèves

RÉSUMÉS

Le service public éducatif en France est au cœur d'un débat qui, depuis vingt ans, s'amplifie d'autant plus que l'échec du système reste patent, 11,6 % d'illettrés sortent d'un enseignement obligatoire jusqu'à 16 ans. L'imposition de nouvelles méthodes pédagogiques dans un cadre très rigide, les heurts entre « conservateurs et réformistes » et l'abondance des textes officiels impliquent une perte de confiance des enseignants et déterminent un équilibre précaire des pouvoirs au sommet de la hiérarchie pédagogique. Dès lors, la parole officielle du ministère de

l'Éducation nationale laisse transparaître ces contradictions et paralyse l'action pédagogique d'une organisation hypertrophiée.

The public educational service in France is at the core of a debate which has been going on for 20 Years and is getting more intense as the failure of the educational system remains clear. 11.6% of illiterate students leave the school system at the obligatory age of 16. The new pedagogic methods which are part of a very rigid system, the clashes between the conservatives and the reformists, and the prolific official texts imply a substantial loss of confidence from the teachers and precarious equilibrium within the various powers at the peak of the pedagogic hierarchy. Henceforth, the official message from the Ministry of Education reveals those contradictions and impairs the pedagogic actions of a hypertrophied organization.

INDEX

Mots-clés : communication, éducation, institutions, organisation, textes officiels

AUTEUR

DANIEL MOATTI

Daniel Moatti, Docteur qualifié aux fonctions de maître de conférences, chercheur au Laboratoire d'anthropologie sur la mémoire, l'identité et la cognition sociale de l'Université de Nice Sophia Antipolis, professeur certifié hors-classe de documentation, est l'auteur de plusieurs ouvrages édités, De l'administration au citoyen : une communication perturbée, La communication informatique en toute liberté, et coauteur du livre Des signes pictographiques à l'alphabet. Il a créé un site consultable : <http://pcrso.wanadoo.fr/communiaion.moatti>